

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Band: 41 (2014)
Heft: 2

Artikel: Politique - votations 18 mai 2014 : combat aérien pour de nouveaux avions
Autor: Müller, Jürg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911809>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Combat aérien pour de nouveaux avions

La Suisse prévoit d'acquérir 22 nouveaux avions de combat de type Gripen. Le peuple doit se prononcer sur cette question d'armement au coût imprécis.
Par Jürg Müller

La Suisse a-t-elle besoin de 22 jets de combat suédois de type Gripen pour remplacer la flotte de Tiger obsolète? C'est la question qui sera posée aux électeurs le 18 mai. La campagne de votation sera accompagnée d'un fort battage politique. Les forces en présence sont toutefois bien connues: le Conseil fédéral, le Parlement, les partis bourgeois et les organisations de milice et de défense sont favorables à l'achat du nouvel avion, tandis qu'une alliance critique vis-à-vis de l'armée formée par des socialistes, des Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) s'y oppose. Ils ont lancé le référendum avec succès. Dans une moindre mesure, un comité libéral «Non au Gripen» a aussi apporté sa contribution aux signatures. Il est principalement composé de représentants du Parti vert libéral (PVL).

Violentes turbulences

Initialement, un fort scepticisme régnait quant au choix de l'avion, à gauche mais pas uniquement. L'évaluation n'aurait pas été effectuée en bonne et due forme. La commission de la politique de sécurité du Conseil national a fait analyser les critiques et obtenu un résultat ambivalent: la procédure de sélection se serait déroulée correctement, mais le Conseil fédéral aurait néanmoins choisi l'avion qui comporte le plus de risques. Le Conseil fédéral a tellement bien réfuté les doutes que les partis bourgeois qui s'étaient d'abord montrés critiques se sont rangés derrière le ministre de la Défense Ueli Maurer (UDC). Seule la gauche a rejeté à l'unani-

mité l'achat du jet de combat. Les deux Chambres ont donc approuvé l'acquisition. C'est maintenant au peuple de s'exprimer. Les opposants remettent fondamentalement en question cette acquisition. Pour eux, les nouveaux jets ne sont pas nécessaires pour garantir une protection aérienne efficace et, même après l'abandon des 54 Tiger, la Suisse est toujours très bien équipée par rapport au reste du monde. Les 32 F/A-18 seraient amplement suffisants pour le service de police aérienne. Selon eux, une véritable guerre aérienne n'est pas un scénario réaliste dans le contexte de sécurité actuel. En revanche, les partisans pensent que la capacité à durer de la flotte n'est pas garantie sans les nouveaux jets. Cet aspect serait encore plus important aujourd'hui qu'hier, car les attaques – même terroristes – sont de plus en plus souvent aériennes. Ils pensent que personne ne peut totalement exclure des menaces aériennes dans les décennies à venir.

Pas d'«avion en papier»

Même si le Gripen est le moins cher des types d'avion examinés, l'aspect financier joue un rôle clé dans la campagne. Les Gripen coûtent un peu plus de trois milliards de francs. Mais selon les dé-

tracteurs, le montant s'élève à dix milliards de francs si l'on prend en compte les frais d'entretien et de fonctionnement sur toute la durée d'exploitation. Le DDPS évalue toutefois l'acquisition et l'exploitation de 22 Gripen sur une période d'utilisation de 30 ans à «quelque» six milliards de francs. Il rejette aussi l'argument des opposants selon lequel le Gripen serait un «avion de papier» et présenterait un risque car plusieurs de ses composants doivent être encore développés. Le Gripen n'est pas un avion de conception entièrement nouvelle, écrit le DDPS, il s'agit uniquement d'une évolution et d'un perfectionnement technique du modèle actuel.

Même si le Gripen est le moins cher des types d'avion examinés, l'aspect financier joue un rôle clé dans la campagne. Les Gripen coûtent un peu plus de trois milliards de francs. Mais selon les détracteurs, le montant s'élève à dix milliards de francs si l'on prend en compte les frais d'entretien et de fonctionnement sur toute la durée d'exploitation. Le DDPS évalue toutefois l'acquisition et l'exploitation de

22 Gripen sur une période d'utilisation de 30 ans à «quelque» six milliards de francs. Il rejette aussi l'argument des opposants selon lequel le Gripen serait un «avion de papier» et présenterait un risque car plusieurs de ses composants doivent être encore développés. Le Gripen n'est pas un avion de conception entièrement nouvelle, écrit le DDPS, il s'agit uniquement d'une évolution et d'un perfectionnement technique du modèle actuel.



Favoriser la médecine de famille

Un manque de médecins de famille se profile depuis longtemps en Suisse. Horaires de travail à rallonge, forte charge administrative, services d'urgence avec interventions de nuit – ce pour un revenu relativement bas – rendent la médecine de famille de moins en moins attrayante. C'est pourquoi l'association professionnelle «Médecins de famille Suisse» a lancé en 2010 l'initiative populaire «Oui à la méde-

cine de famille», signée par quelque 200 000 Suisses. Au cours des délibérations au Parlement, un contre-projet, qui va être soumis au peuple et satisfait aussi les auteurs de l'initiative, a vu le jour: la Confédération et les cantons doivent veiller «à ce que chacun ait accès à des soins médicaux de base suffisants et de qualité», tout en encourageant la médecine de famille qu'ils considèrent «comme une composante essentielle des soins médicaux de base». Les principaux objectifs de l'initiative des médecins de famille sont ainsi remplis. Leur combat de plusieurs années pour une amélioration

du système de santé sera récompensé si le peuple approuve le projet le 18 mai.

L'association professionnelle des médecins s'est aussi exprimée en termes très élogieux sur le conseiller fédéral compétent, Alain Berset, en déclarant dans un communiqué de presse que les représentants du comité d'initiative ont trouvé en la personne du ministre de la Santé un «partenaire loyal et fiable», notamment parce qu'il ne s'est pas contenté d'un article constitutionnel, mais a également élaboré avec les différents acteurs un plan directeur sur la médecine de famille. (JM)